

**KOKES**  
**COPIRA**  
**COPIRA**

KONFERENZ DER KANTONE FÜR KINDER- UND ERWACHSENENSCHUTZ  
 CONFÉRENCE DES CANTONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DES MINORITÉS ET DES ADULTES  
 CONFERENZA DEI CANTONI PER LA PROTEZIONE DEI MINORI E DEGLI ADULTI

**Les autorités interdisciplinaires dans le nouveau droit de protection de l'adulte**  
 Prescriptions du droit fédéral, exigences professionnelles et mis en place dans les cantons

**Diane Wider**, Prof. HES, juriste  
 Secrétaire générale de la Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes  
 Professeure et cheffe de projet à la Hochschule Luzern – Soziale Arbeit

Journées CSIAS du 11 mars 2010, Bienne

**1ère partie: Remarques préliminaires**

Quelles sont les indications professionnelles? → Quelles sont les possibilités de mise en place politique?

Généralités sur la révision

Prescriptions du droit fédéral → Exigences professionnelles → Mise en place dans les cantons

2

**Pourquoi une révision totale?**

Le droit en vigueur date de 1907/1912

→ depuis: - mutations sociales  
 - évolution de la médecine et de la psychiatrie  
 - professionnalisation du système social  
 - ...

Les principales innovations (sélection) → Doc p. 2

- autorités interdisciplinaires
- nouveau système de mesures destinées aux adultes
- instances judiciaires de recours
- responsabilité directe de l'Etat
- nouvelles tâches des autorités interdisciplinaires

3

**Mise en place de la révision totale**

Travaux de préparation de la révision totale en cours depuis 1993

Adoption par le parlement le 19.12.2008

Entrée en vigueur prévue au 1.1.2013

→ d'ici là, travaux de mise en place par les cantons :

- nouvelle organisation des autorités (autorités interdisciplinaires)
- formation des membres de l'autorité
- différents règlements d'exécution

4

**Tâches de l'autorité interdisciplinaire**

Par rapport au droit en vigueur, les tâches de l'autorité sont élargies:

**Elargissement**

**en termes de quantité** (nouvelles tâches: nouveaux instituts légaux, recours en cas de mesures limitant la liberté de mouvement, uniformisation des compétences matérielles, vérification périodique du placement à des fins d'assistance etc.)

**en termes de qualité** (exigences plus élevées: notamment sur le plan des mesures individualisées)

5

**Nouveau système de mesures destinées aux adultes**

aujourd'hui: mesures fixes → changement des mesures → dorénavant: mesures individualisées

curatelle „S“  
 conseil légal „M“  
 tutelle „L“

≈  
 ≈  
 ≈

curatelle d'accompagnement „XS“  
 curatelle de représentation „S“  
 curatelle de coopération „M“  
 curatelle globale „L“

(en plus du choix de la mesure: choix des domaines d'action et choix de l'effet)

→ exigences plus élevées à l'endroit de la vérification et de la prise de décision

6

**Décision aujourd'hui**

*L'autorité de tutelle décide:*

1. Une curatelle selon l'art. 394 CCS est instituée pour Mme XY.
2. NN est nommée curatrice investie des droits et des devoirs définis par la loi.
3. ...

7

**Décision dorénavant**

*L'autorité de protection de l'adulte décide :*

Les mesures suivantes sont décidées pour Mme XY :

- Une curatelle d'accompagnement selon l'art. 393 CCS dont la mission est de conseiller Mme XY dans des questions administratives.
- Une curatelle de représentation selon l'art. 395 CCS dont la mission est d'administrer la rente AVS. L'exercice des droits civils est limité en conséquence.
- Une curatelle de coopération selon l'art. 396 CCS pour les commandes sur catalogue auprès d'entreprises de vente par coorespondance.
- Le droit de disposer du compte no xx est retiré à Mme XY selon l'art. 395, al. 3 CCS.
- ...

8

**La qualité d'une loi est toujours limitée par la qualité de celles et ceux qui l'appliquent!**

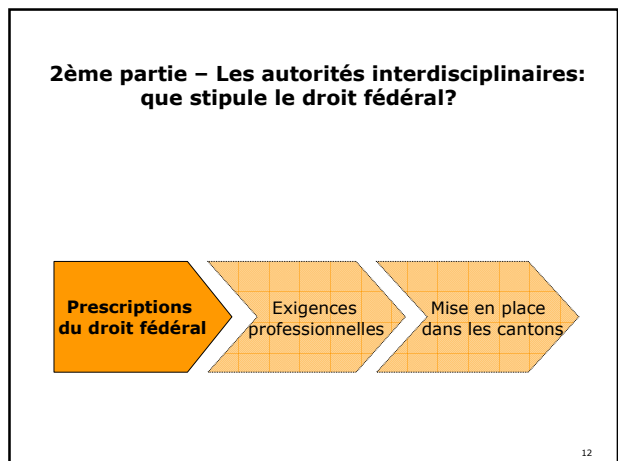
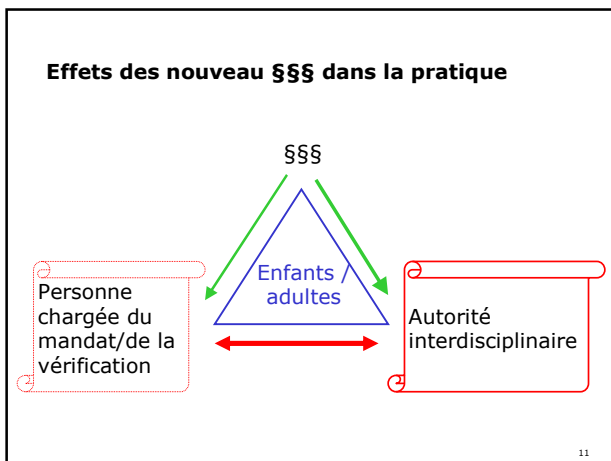
9

**Professionalisation exigée**

Afin que les personnes appliquant le droit soient en mesure d'accomplir les tâches élargies de manière adéquate, le législateur fédéral exige leur professionnalisation :

- au niveau de la décision d'une mesure (autorité professionnelle)
- au niveau de la gestion du mandat (curateur/curatrice)
- au niveau de l'autorité de surveillance
- au niveau de l'instance de recours

10



### Autorité interdisciplinaire – teneur de l'art. 440 CCS

- 1 L'autorité de protection de l'adulte est une **autorité interdisciplinaire\***. Elle est désignée par les cantons.
- 2 Elle prend ses décisions par **au moins trois membres**. Les cantons peuvent prévoir des exceptions pour certains affaires.
- 3 Elle assume également les tâches de l'**autorité de protection de l'enfant**.

\* „Fachbehörde“ ; „autorità specializzata“

13

### Autorité interdisciplinaire – Extraits du message

„Dans la consultation, l'exigence du **professionnalisme** et de l'**interdisciplinarité** est restée incontestée par la grande majorité.“

„Il est important que les membres de l'autorité soient choisis en fonction du **savoir professionnel** dont ils doivent bénéficier pour accomplir leurs tâches.“

„Dans tous les cas, un ou une **juriste** doit être responsable de l'application correcte du droit. Par ailleurs, en fonction de la situation à évaluer, il faut le concours de **personnes bénéficiant d'une formation psychologique, sociale, pédagogique, fiduciaire, en droit d'assurance ou médicale**.“


14

„Professionnalisme“, „interdisciplinarité“, „spécialité“:  
 → La loi ne nomme pas de critères, et les critères qui figurent dans le message sont rudimentaires. ↓

**Le canton décide de l'organisation interne de l'autorité :**

- autorité administrative ou organisation judiciaire
- commune ou canton (échelon compétent)
- bassin de population
- volume d'activité (activité principale ou annexe)
- nombre de membres
- composition + taille du collège décisionnel
- exceptions à la compétence collégiale


→ Recommandation COPMA: Doc p. 9/10



15

### 3ème partie: Autorités interdisciplinaires:

#### Quelles exigences professionnelles? Quelle utilisation de la marge de manoeuvre par les cantons?



16

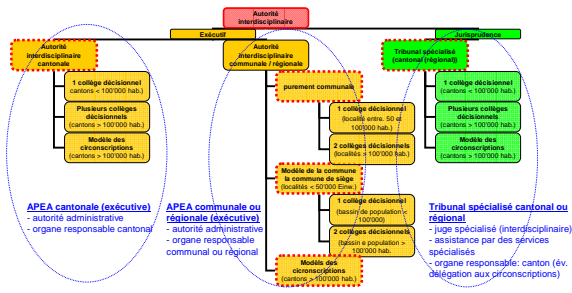
### Etat de la mise en place dans les cantons

- LC CCS déjà approuvée: VS
- premières réponses aux **questions de fond**: BE, BS, SZ
- consultations** (informelles) réalisées: AG, AR, BE, NW, SZ, SG, SH, ZH, ZG
- consultation directe (formelle)** agendée: BL, BS, SO, TG, TI, UR, VD
- premiers **travaux de préparation**: AI, FR, GE, GL, GR, LU, JU, NE, OW

17

### Recommandations COPMA: Intégration dans la structure du droit national

→ Doc p. 10



18

Mise en place dans les cantons (tendances):  
**Tribunal ou administration?**

Avant	Dorénavant	Cantons
Autorité administrative	Autorité administrative	<i>Tendance:</i> AR, AI, NW, SO, UR, ZG, ZH; <i>Décision provisoire:</i> BL, BS, BE, LU, SZ, VS
Autorité judiciaire	Autorité judiciaire	<i>Tendance:</i> FR, GE, NE; <i>Décision provisoire:</i> VD
Autorité admin.	Autorité judiciaire	AG, SH, TI, TG
Autorité judiciaire	Autorité admin.	-
Décision ouverte		OW, GL, GR, JU, SG

19

Mise en place dans les cantons (tendances):  
**Canton ou région ou commune?**

Avant	Dorénavant	Cantons
Communal	(Inter)communal	LU, VS, ZH
communal/régional	cantonal	<i>Tendance:</i> AR, NW, SH, TI, UR, ZG; <i>Décision provisoire:</i> AG, BE, TG, SZ
Cantonal/régional	Cantonal/régional	FR, NE, VD
Cantonal	Cantonal	AI, BS, GE, GL
Décision ouverte		BL, GR, OW, JU, SG

20

Recommandations COPMA:  
**Composition du collège décisionnel**

- Provenance professionnelle des membres („professionnalisme“, „interdisciplinarité“):

→ 3 compétences clé (au sein du collège décisionnel lui-même)

- Composition constante

21

Mise en place dans les cantons (tendances):  
**Composition du collège décisionnel**

- collège décisionnel à trois pôles
- droit, travail social et psychologie/pédagogie (et, parfois, médecine: BE, SO, ZG)

Constante (composition toujours identique)	AG, BE, NW, TI, UR, ZH
Volatile (composition changeante)	AR, BS, FR, SH, SZ, TG, VD, VS
Composition encore ouverte	AI, BL, OW, GL, GE, GR, JU, LU, NE, SG, UR, ZG

22

Recommandations COPMA:  
**Besoin de soutien**

→ doc p. 9

**Secrétariat de l'autorité:**

- chancellerie
- service juridique
- service de vérification
- service de révision

(doivent être disponibles à tout moment)

23

Mise en place dans les cantons (tendances):  
**Besoin de soutien: Vérifications**

Vérifications	Cantons
Décentralisées (regional od. communal)	<i>Tendance:</i> AR, BE, GE, LU, SO, SG, TI <i>Décision provisoire:</i> AG, BS, UR, VS
Centralisées	<i>Tendance:</i> AI, NE, NW, SH <i>Décision provisoire:</i> SZ, TG, ZG
Décision ouverte	BL, FR, GR, OW, GL, JU, VD, ZH

24

Recommandations COPMA:  
**Volume d'activité des membres de l'autorité**

**Message:** „Les cantons décident si les membres de l'autorité exercent leur fonction à titre d'activité annexe ou principale.“

**COPMA:** D'un point de vue professionnel, il est souhaitable que la fonction au sein de l'autorité soit **une activité principale** (pas obligatoirement à 100%).  
**Justification:** Le professionnalisme n'est pas seulement une question d'expertise, une certaine structure quantitative est également requise!

25

Mise en place dans les cantons (tendances):  
**Volume de travail des membres de l'autorité**

Présidence	
Milice	VS
> 50 %	FR
> 80%	BE, BS, GE, NW, SZ, TI, TG, UR, ZG

Autres membres	
Milice	VS
> 50%	NW, SZ, TG
> 60%	BE, BS, UR, ZG

26

Recommandations COPMA:  
**Région couverte**

**Loi, message:** pas de prescriptions

**COPMA:**  
**Bassin de population: 50'000 à 100'000 habitants** (≈ 1000 mesures courantes et 250 mesures nouvellement instituées)  
→ cette structure quantitative est nécessaire pour une occupation à titre d'activité principale

**Etude Voll et al. (2008):**  
50% des AT communales gèrent au maximum 4 mandats de protection de l'enfant et au maximum 12 mandats de protection de l'adulte (≈ 16 mandats en cours)

27

Mise en place dans les cantons (tendances): → Doku S. 11  
**Nombre d'autorités et région couverte**

Canton	Prévu		Actuellement
	Nombre d'APEA	Bassin de population	
AG	6 (mandats de gestion) 11 (mandats jud.)	70'000 – 130'000 30'000 – 130'000	220
AR	1	53'000	20
BE	11	40'000 – 130'000	319
SZ	2	70'000	30
TI	3	70'000	18 (245)
...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>140-200</b>	<b>&gt; 50'000</b>	<b>1420</b>

28

**Horizon-temps pour la mise en place**

[Hypothèse: entrée en vigueur au 1.1.2013]

**Avant mi-/fin 2010: décision concernant l'autorité interdisciplinaire:**  
forme organisationnelle, organe responsable, financement, composition, soutien administratif

**Mi-/fin 2010 jusqu'à fin 2011:** [12 à 18 mois]  
processus législatif politique

**D'ici fin 2012:** [12 mois]  
constitution opérationnelle des APEA et de l'infrastructure, préparation à la reprise des mandats/procédures

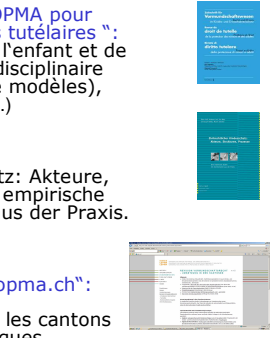
29

**Littérature**

„Recommandations de la COPMA pour l'organisation des autorités tutélaires“:  
L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, une autorité interdisciplinaire (analyse et propositions de modèles), dans RDT 2/2008, p. 129 ss.)

„Studie Voll et al. (2008)“:  
Zivilrechtlicher Kinderschutz: Akteure, Prozesse, Strukturen. Eine empirische Studie mit Kommentaren aus der Praxis. Luzern: Interact.

„www.kokes.ch“ ou „www.copma.ch“:  
Documentation → Révision  
→ Mise en place dans les cantons  
→ Publications spécifiques  
→ Objectifs fédéraux



30